

## Le Lieu de la Critique

*The Place for Critique*

Jérôme Bourdon

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7929>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7929

ISSN : 2259-8901

### Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

### Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2006

Pagination : 163-180

ISBN : 978-2-86480-869-5

ISSN : 1633-5961

### Référence électronique

Jérôme Bourdon, « Le Lieu de la Critique », *Questions de communication* [En ligne], 9 | 2006, mis en ligne le 30 juin 2006, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7929> ; DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7929

---

JÉRÔME BOURDON  
Université de Tel Aviv  
jeromeb@post.tau.ac.il

## LE LIEU DE LA CRITIQUE

**Résumé.** — Cet article cherche moins à prendre parti dans le débat sur les biais qui affecteraient les médias dans leur couverture du conflit israélo-palestinien, qu'à situer la critique des médias de façon à la fois relationnelle et historique (en retraçant l'évolution des sensibilités des publics et de la presse). Après l'examen de quelques arguments clés avancés par la critique principalement du monde juif, il s'emploie à montrer les enjeux existentiels, reliés à leur utilisation. Il examine ensuite en quoi les médias pêchent moins par des biais inévitables, et qui ont, eux aussi, une histoire, que par une prétention à l'universalité stylistique qui voile les engagements changeants dont le monde journalistique est l'objet. Il conclut sur la question du lieu : sa négation (lieu de la critique, lieu des publics, lieu des médias) conduisant à rendre impossible l'échange entre les médias et leur critique.

**Mots clés.** — Conflit israélo-palestinien, critique, journalisme, médias, publics, engagement.

A border le conflit israélo-palestinien, même sous l'angle spécifique de sa couverture médiatique, c'est se sentir contraint à prendre parti : pour ou contre l'un ou l'autre côté, pour ou contre les médias qui couvriraient – bien ou mal – le conflit. Je voudrais m'employer ici à comprendre les circonstances sociales qui obligent à cette prise de position trop souvent immédiate et nouée dans l'émotion<sup>1</sup>. Autrement dit : après avoir présenté la critique et ses arguments, situé les acteurs sur une carte sociale et à l'intérieur d'un parcours historique, cela permet d'expliquer comment peut se déployer – souvent de façon quasi mécanique – les débats autour de la critique. Ce qui n'invalide la position de personne. Précisons que j'emploierai abondamment le mot identité : identité « juive », « arabo-musulmane », « française », mais aussi « professionnelle », « journalistique ». Or, actuellement, en France, « identitaire », « communautaire », s'emploient couramment, moins pour qualifier que pour disqualifier d'emblée. Pas ici. Avec Michael Walzer (1988), je crois que l'entreprise critique demande une forme de proximité, d'engagement, voire d'amour, comme l'entreprise journalistique. Ici, je ne viens donc dénoncer les appartenances de personne, mais tâcher de les réintroduire au cœur de la discussion, surtout lorsqu'elles sont niées, par les critiques et leurs médias eux-mêmes. Comment faire coexister ce retour sur les appartenances avec l'entreprise critique et sur celles avec l'entreprise journalistique qui réclament, aussi, une forme de distance ? À l'issue de ce parcours, je tâcherai d'amorcer une réponse.

## Caractéristiques d'une critique

Au sein de la critique des médias, la mise en cause de la couverture du conflit israélo-palestinien occupe une place singulière, tant par son volume, son caractère identitaire que par son succès. Le volume critique peut aisément se mesurer. Par exemple, si dans une recherche sur l'internet, on associe « *bias against Israel* » avec le nom d'un grand média, le *New York Times*, ou même l'AFP – que l'on peut trouver mise en cause sur des sites américains de surveillance des médias, les résultats tombent. Le phénomène est international. On observe des mobilisations contre les médias dans les mondes juif américain, français, britannique (dans cet ordre), mais aussi italien, australien... Mondes juifs, avons-nous dit. Au moins à titre principal, car des solidarités proisraéliennes avec ce monde se manifestent, notamment *via* des groupes d'amitié ou de soutiens chrétiens, situés plutôt à droite. Moins puissante, la critique propalestinienne est associée à des milieux de gauche, voire d'extrême-

---

<sup>1</sup> Cet article reprend des éléments d'une enquête auprès des journalistes concernés par la couverture du conflit dont je tire les citations qui ne sont pas référencées.

gauche ou « altermondialiste », et vient aussi, de façon croissante, du monde arabo-musulman. La critique « vient de tel ou tel monde », avons-nous dit. Mais peut-être aussi, compte tenu des enjeux de la consommation des médias, contribue-t-elle à les constituer.

Volumineuse, associée à des enjeux identitaires autant que politiques, cette critique connaît aussi le succès, au moins le succès relatif de la critique proisraélienne<sup>2</sup>. Cette affirmation surprendra sûrement ceux qui critiquent les médias, inlassablement. Car la critique des médias – c'est ici un trait général – s'accompagne souvent du sentiment de sa propre inutilité : il faut prêcher, mais cela ne sert à rien. Le biais est là : « ils » sont contre « nous ». Le succès se mesure pourtant, et d'abord, dans la reprise de la critique par les médias classiques, au moins pour en rendre compte. Or, rendre compte, de façon répétée, d'une critique, c'est l'accréditer comme une position légitime. À propos de quel autre sujet, un film – *Décryptages* (Tarnero, Bensoussan, 2002) – entièrement consacré à un sujet austère – la critique des médias –, sort-il dans une grande salle parisienne et bénéficie-t-il, à ce titre, de critiques dans la plupart des grands médias ? Si réservées soient-elles, celles-ci donnent une publicité, au sens propre, au film et au point de vue qu'il présente. Deuxième exemple : le cas de Mohammed el Dura, cet enfant mort dans les bras de son père au deuxième jour de l'Intifada. La mise en cause d'un reportage de France 2 déclarant que les tirs « viennent de la position israélienne » (point qui sera vivement contesté) commence dans les médias français dits communautaires (*L'Arche*), voyage sur l'internet, se retrouve dans le film *Décryptages*, finit par faire débat, et donc introduire un doute sur le travail du journaliste concerné, dans des grands médias (*Le Figaro* notamment) et jusqu'au *New York Times* (et internationalement dans le *Herald Tribune*). La critique des médias fait débat dans les médias : le fait n'arrive pas souvent, au-delà du rectificatif souvent rejeté en bas de page intérieure, avec peu de chance d'être lu. Enfin, depuis que la presse a créé des postes d'ombudsman et de médiateur (voir : Ferreira-Maia, 2003, 2004 ; Goulet, 2004) – fait relativement récent en France –, le conflit israélo-palestinien a été l'un de leurs premiers sujets de préoccupations. Certains diront que ce succès s'explique parce que la critique est fondée, et que, enfin, les médias le reconnaissent. Les critiques bien fondées n'ont pas fait défaut dans l'histoire des médias, mais bien peu (en fait, lesquelles ?) ont eu le pouvoir de contraindre les médias à les évoquer – voire à corriger tel ou tel point de la couverture, ce qui est le cas ici.

---

<sup>2</sup> Ici, proisraélien qualifie simplement celui qui pense qu'Israël est maltraitée dans les médias ; propalestinien, parallèlement pour les Palestiniens. Il n'implique pas un soutien systématique pour les politiques et les stratégies menées par l'une ou l'autre partie au conflit, même s'il est toujours associé à une forme de soutien.

## Argument de la critique : le volume

Abordons maintenant les principaux arguments de la critique proisraélienne, ceux qui reviennent constamment d'un ouvrage, d'un récit, d'un pays à l'autre. D'abord, le volume. On le sait, les médias ont, de très longue date, donné une place considérable au conflit israélo-palestinien, comme en témoignent des recherches diverses (par exemple, pour la France : Erlinger, 2005 ; Blanchard, 2003 ; pour les États-Unis : Hess, 1996). Sur le long terme, le conflit israélo-palestinien est le plus couvert de tous les conflits de la planète. Or, selon la critique proisraélienne, d'autres conflits – en Afrique, en Asie, dans l'ancien empire russe – plus cruels, plus meurtriers, sont à peu près ignorés par les médias. L'interprétation de la « surcouverture » est délicate : cet excès d'attention renverrait à un acharnement contre Israël, qui serait traité ou apparaîtrait comme responsable, pour tout ou partie, du conflit – ce qui reste à prouver, au cas par cas. À cet égard, l'absence de ce type de critique du volume par le côté propalestinien constitue peut-être une indication intéressante. À tout le moins, le bruit médiatique est perçu pour celui-ci comme moins nuisible, ou plus favorable.

La justification de la surcouverture n'est pas plus facile que la mise en cause. Au préalable, les journalistes nient l'idée que l'excès d'attention s'accompagne d'un biais. Au contraire, ils disent traiter le conflit avec « objectivité » (langue forte, plus anglosaxonne), ou « honnêteté » (langue prudente, plus européenne-continentale), mais le public serait « d'une telle sensibilité » qu'il réagit trop vivement, qu'il voit partout le biais. Même si les journalistes reconnaissent que la masse des critiques vient du côté proisraélien, ils ne manquent jamais de souligner qu'il y a aussi des critiques propalestiniennes, y compris pour le même papier. Critère tout pragmatique, mais traditionnel, de l'objectivité : se faire « engueuler de partout » – pour parler comme Pierre Desgraupes en 1969 (Bourdon, 1994 : 116). Les médiateurs de différents pays aiment bien ce *topos* contre-critique, ainsi Ian Mayes dans *The Guardian* (14/01/05) ou Robert Solé dans *Le Monde* (29/09/02).

Pour justifier le volume, les journalistes soulignent aussi que celui-ci a des raisons « naturelles », raisons maintes fois soulignées, et qui sont religieuses, géopolitiques, stratégiques, historiques. Sans le savoir, ils retrouvent là une tradition de recherche qui analyse les caractéristiques des nouvelles de l'étranger (depuis l'article fondateur de Johan Galtung et Marie Holmboe Ruge – 1970). La défense prend facilement un tour circulaire : il faut en parler car « ça intéresse tout le monde », et inversement, « ça intéresse tout le monde », donc il faut en parler. Le « tout le monde » est très relatif, et chez les rédacteurs en chef, le volume de controverses générées peut aussi être perçu comme un inconvénient qui vient contrebalancer le haut niveau d'intérêt. Selon un mot souvent rapporté à la rédaction de TFI, Patrick

Poivre d'Arvor ne veut « pas de sujets qui divisent l'audience ». En tout état de cause, sur cette chaîne, le conflit israélo-palestinien a perdu de son acuité, ceci avant même le relatif apaisement de 2004.

Autre argument pour justifier le volume, que l'on retrouve plus souvent chez les experts ou les intellectuels de sensibilité propalestinienne, mais aussi chez certains journalistes : le conflit israélo-palestinien est non seulement « intéressant », mais « important » – je reviendrai sur ces deux termes, souvent opposés –, entendez, de lui dépend beaucoup, y compris dans nos propres pays. Conflit de « faible intensité », mais global par ses implications stratégiques et sociales. Ici, la justification peut se retourner contre elle-même : le conflit n'est-il pas devenu global en raison même de l'attention que les médias lui portent ? Enfin, les intellectuels propalestiniens ajouteraient volontiers un autre critère, qui exacerbe l'idée de « l'importance » du conflit : son exemplarité. Il prendrait la place d'autres luttes pour devenir un symbole de justice. Cet argument ne convainc que les déjà convaincus. En effet, qu'est-ce qu'un conflit exemplaire, en temps de concurrence des victimes ou la notion même d'exemplarité fait défaut ?

## Argument de la critique : les erreurs

À mon sens, l'argument le plus fort de la critique proisraélienne porte sur l'erreur. Simplement parce que l'erreur n'appelle pas la réfutation ou le débat (comme les arguments qui précèdent), mais le correctif, ou l'excuse – ce qui est le plus que les médias peuvent faire pour reconnaître leurs torts. Le propalestinien aura tôt fait de répliquer qu'il y a aussi des erreurs proisraéliennes. Mais les exemples cités par les propalestiniens concernent des biais, ou des questions d'interprétation, et donc se laissent réfuter. Ainsi en est-il de l'affirmation selon laquelle on consacre plus de volume aux morts israéliens qu'aux morts palestiniens. Ce serait vrai pour la presse britannique au début de l'Intifada selon Greg Philo et Mike Berry (2004), ou encore plus de la presse américaine, comme le souligne un universitaire propalestinien – affirmation reprise aussitôt sur le site d'Al Jazeera en anglais – (Van Teeffele, 2003). Mais un débat s'ouvre. Sur le long terme, parle-t-on vraiment plus des morts israéliens ? Difficile à prouver. Et le proisraélien de répliquer que la pratique du décompte régulier, notamment pratiqué par l'AFP, est bien là pour rappeler (et pourquoi, ajoute-t-il, ce conflit-là ?) que le plus grand nombre de victimes seraient palestiniennes.

Donc, les erreurs dûment constatées vont le plus souvent, sinon toujours, dans le sens de la victimisation des Palestiniens. L'erreur la plus souvent citée depuis le début de la seconde Intifada porte sur une photo parue à la Une du *New York Times* (30/09/00), mais aussi dans beaucoup de journaux du monde, dont le quotidien *Libération*. La

légende dit « palestinien » un jeune homme au visage ensanglanté devant un policier israélien vociférant. En fait, il s'agit d'un jeune Juif américain (?), pris à partie par des manifestants palestiniens que le policier cherche à éloigner. Autre exemple, celui de la victime imaginaire. Le 8 novembre 2001, l'hebdomadaire *Le Nouvel Observateur* fait allusion à des « femmes palestiniennes violées par les soldats israéliens », et le 2 mai 2002, dans un interview, à « neuf enfants (palestiniens) sous les décombres » (du camp de Jénine attaqué par l'armée israélienne). Deux « faits » démentis ensuite, excuses à l'appui, par le journal, non sans quelque bruit que je ne décris pas ici.

Mais ce débat aussi tourne cours, dès qu'on cherche à mettre les erreurs en perspective. Pour les journalistes, il s'agit de cas rares, de « bêtises » ou de « dérapages », même si ces erreurs témoignent d'une empathie (qu'on dira « naturelle ») pour le faible. Et de dénoncer l'exploitation dont elles font l'objet pour délégitimer des médias. Les proisraéliens les lisent comme le symptôme d'une tendance générale au « compassionnisme » vis-à-vis des Palestiniens, pour reprendre le néologisme incriminateur, forgé par l'ambassadeur d'Israël en France, Elie Barnavi.

## Argument : vocabulaire

Les mots employés ont aussi fait l'objet de vives controverses. Au premier chef, le mot « terrorisme » (Koren, 1996). Enjeu de celui-ci : il emporte avec lui une forte axiologie négative, il n'est jamais seulement descriptif – ce qui n'est pas toujours dit par ses défenseurs. Pour les uns, il doit être employé pour les attentats suicide palestiniens. Pour les autres, il doit être employé aussi – ou seulement – pour les violences aux civils palestiniens, commises par l'armée israélienne. Les médias – sauf à l'extrême-gauche – se refusent à parler de terrorisme pour les actions israéliennes, et adoptent des stratégies diverses et changeantes quant à l'emploi de « terrorisme » ou de « terroriste » pour les Palestiniens. Les mots à connotation historique sont critiqués aussi : « colons » pour les résidents juifs des territoires occupés, « collaborateurs » pour les Palestiniens qui travaillent avec les autorités israéliennes dans les territoires, voire « *refuzniks* » pour les objecteurs de conscience israéliens, ou encore « kamikazes » pour les... comment dire ? Pour les palestiniens qui commettent des attentats suicide – l'AFP parle aujourd'hui volontiers de « bombes humaines », qui fait écho au « *suicide bomber* » anglais. Mais aurais-je dû employer ici tant de guillemets ? Est-il devenu impossible de décrire ?

Concentrons-nous sur un seul exemple : la désignation du site historique dit, jusqu'à une date relativement récente par la presse française, et de façon quasi-exclusive, « Esplanade des Mosquées ». Sur cette Esplanade, située à l'Est dans la vieille ville de Jérusalem, se trouvent

deux Mosquées, et elle constitue le troisième lieu saint de l'Islam. Pour la religion juive, c'est le Mont du Temple, lieu où fut bâti le Temple de Salomon détruit, et dont subsiste le mur occidental où les Juifs du monde entier viennent prier; et que les langues occidentales ont appelé le mur des lamentations (*Wailing Wall*). Jusqu'à la première Intifada, la presse française utilisait de façon très générale le terme « Esplanade des Mosquées », du moins les journalistes en âge de se souvenir l'affirment – mais il y faudrait une enquête plus approfondie. Lorsque le lieu devient objet d'affrontement, en octobre 1990 par exemple, lorsque 18 Palestiniens sont tués et 150 blessés par la police israélienne (devrais-je aussitôt ajouter, à la suite de...), les journaux télévisés français (Serfaty, 1996) utilisent des formules compliquées pour expliquer que l'Esplanade jouxte le mur des lamentations, et (parfois) qu'elle constitue – « aussi » – « un lieu saint juif ». Par ailleurs, le terme de « massacre » est employé sans déclencher quoi que ce soit qui s'apparenterait à la controverse autour des victimes palestiniennes de l'offensive israélienne dans le camp de Jénine en avril 2002.

C'est la visite d'Ariel Sharon – alors chef de l'opposition israélienne – en ce lieu, le jeudi 28 septembre 2000, qui a contribué à renouveler la polémique sur l'appellation. Parler d'une visite du chef de gouvernement israélien sur le Mont du Temple, lieu sacré du judaïsme, n'a pas la même signification qu'une visite sur l'Esplanade des Mosquées, le terme même impliquant la présence musulmane, même pour ceux qui ignorent l'histoire. Surtout lorsqu'on lie cette visite à l'origine de l'Intifada. Donc, à partir de cette date, dans l'espace francophone, les proisraéliens seront extrêmement attentifs à la nomination et réclamer l'usage de « Mont du Temple », seul ou à côté de l'expression « Esplanade des Mosquées ». Avec un succès relatif. *Le Monde*, par exemple, comme d'autres organes de presse, va quelquefois ajouter « Mont du Temple pour les Juifs » à côté de l'expression « Esplanade des Mosquées ». Au total, de 1987 (date à partir de laquelle une recherche sur l'internet est possible) à septembre 2005, plus de 400 articles incluent l'expression « Esplanade des Mosquées », et le « Mont du Temple » figure 14 fois. Le 31 octobre 2004, il est question de la volonté de Yasser Arafat d'être enterré « sur l'Esplanade des Mosquées (le "Mont du Temple" pour les Juifs) ». Le 27 juillet 2004, on a appris, sur France 2, que le ministre israélien de la Sécurité intérieure dit « redouter des attaques contre le "Mont du Temple" (Esplanade des Mosquées) ». Mais ce type de double appellation reste rare. En télévision, où le temps est plus cher, l'exercice est plus difficile mais sera pratiqué quelquefois. Enfin, l'AFP a généralement adopté la pratique qui consiste à rappeler systématiquement la double appellation et la double valeur du lieu, suivant en cela la presse américaine, avec un différence de taille – celle-ci avait longtemps utilisé surtout l'appellation « *temple mount* ».

## De la critique à l'histoire des sensibilités

En dehors des erreurs patentes, aucun de ces arguments n'appelle une réponse absolue : il faut – ou ne faut pas – appeler une « bombe humaine » un terroriste (ou le contraire), il faut dire, ou ne pas dire... En revanche, un préalable à tous ces débats est l'histoire des sensibilités imbriquées des groupes sociaux reliés par les textes médiatiques. Il faut débattre du contenu de la presse, bien sûr, mais en même temps des appartenances des intéressés, les journalistes, les critiques de différentes catégories, et l'analyste même de cette critique. Faire l'histoire des sensibilités, insistons-y, n'emporte pas automatiquement invalidation des textes produits par les groupes considérés quels qu'ils soient. Mais cela montre simplement que les journalistes écrivent de façon faussement universelle pour un public faussement homogène. Or, le public lit non seulement pour connaître (version officielle partagée au fond par les médias et leurs publics), mais aussi pour reconnaître et se reconnaître, et ceci de façon croissante, alors que les appartenances collectives sont fragilisées. Ceci vaut aussi, on le verra, pour les journalistes qui produisent l'information. C'est vrai de quantités de publics. La concurrence des mémoires et des victimes dont la société française – voire mondiale – est actuellement le lieu, est porteuse d'un immense réveil de la critique des médias.

Comme la critique des médias vient d'abord du monde juif – et l'appartenance au monde juif ou les liens avec le monde juif, concernent beaucoup de critiques proisraéliens – mais aussi, il faut le rappeler, une partie non négligeable des propalestiniens et des journalistes éprouvant de la sympathie pour la cause palestinienne. Concentrons-nous sur ce groupe. Pour comprendre l'intensité des réactions, il faut dire et redire que, dans cette affaire, le monde juif vit par paliers, une série de lourds désenchantements, et une évolution qui l'écarte de celle des médias, sans parler de larges segments des opinions publiques non juives.

Reprenons, à grands traits, l'histoire des publics juifs des médias français, en nous limitant à eux seuls, plus impliqués dans le débat – mais en les prenant comme exemple extrême d'un processus qui affecte beaucoup d'autres « publics », et qui traverse aussi le monde journalistique. Jusqu'en 1967, la presse et l'opinion occidentale sont proisraéliennes, à la lourde exception du monde communiste et de ses médias (pour la France : Lapierre, 1968 ; Poliakov, 1983). Pour l'essentiel, la question des réfugiés de 1948 n'est pas posée. À peine perçue, la dimension coloniale de l'entreprise sioniste est peu discutée par un monde occidental, pris dans un processus souvent violent de décolonisation qui n'est pas encore une « cause évidente » pour la gauche. Israël réussit très largement et très au-delà des médias d'information, à exporter le mythe

sioniste (et quand je dis mythe, je ne prends pas partie sur la part de vérité et d'illusion qu'il y aurait eu dans cette entreprise)<sup>3</sup>. Le signe le plus manifeste est le succès, dans tout l'Occident, du film *Exodus* (Preminger, 1960).

Le premier désenchantement a lieu après 1967, et se prolongera jusqu'à la fin des années 70. Aujourd'hui, on a oublié la violence de la controverse qui a suivi la guerre des six jours, et des mises en cause d'Israël. Ceci culminera avec la guerre du Liban en 1982. En écrivant cette année-là, dans la *Revue d'études palestiniennes*, un article qui souligne que les médias français rendent enfin justice à la condition de réfugiés du peuple palestinien, mais sans aller jusqu'à discuter du moment de la fondation d'Israël, Samir Kassir (1982) donne un excellent indicateur de ce renversement. Renversement mondial (Baram, 2004 : 162) d'ailleurs, car même la presse américaine, plus proisraélienne comme le constate alors pour s'en féliciter Alain Finkielkraut (1983), émet à cette occasion de fortes critiques.

Pourtant, ce désenchantement est relatif, alors même que, dans les médias des années 70 et 80, au vu des quelques analyses historiques dont nous disposons, la critique d'Israël est beaucoup plus sévère qu'aujourd'hui (mais sur un laps de temps plus court, il est vrai) (Coulon, 2003). Qu'est-ce qui limite le désenchantement ? La lutte contre l'antisémitisme est encore partie intégrante de l'idéologie des droits de l'homme, très puissante alors à gauche, et où beaucoup de Juifs sont très impliqués. Le spectre du négationnisme rôde à partir des années 70, l'extrême droite se renforce en France – et en Europe : ceci contribue aussi à une mobilisation contre l'antisémitisme qui donne aux Juifs, malgré la critique d'Israël, un sentiment d'appartenance à une communauté nationale, notamment en France où va se déployer, dans les années 90, un discours de repentance, de la déclaration de Jacques Chirac sur la responsabilité de l'État français dans la rafle du Vel'd'hiv (1996) à la repentance des évêques de France exprimée à Drancy (1997). La souffrance juive, et la reconnaissance des responsabilités de la communauté nationale, paraissent admises. En parallèle, depuis 1993, le processus d'Oslo contribue, comme tout processus de paix, à une phase positive, sous l'emprise d'un cliché puissant, celui des « frères ennemis réconciliés » se serrant (littéralement) la main, ce qui profite à tous les côtés, mais singulièrement à Israël.

Mais, tout cela est fragile. La deuxième Intifada va entraîner un bouleversement de l'image d'Israël, coïncider avec – ou libérer ? – un réveil de l'antisémitisme, et, mesurée notamment dans les sondages de

---

<sup>3</sup> Citons P.Vidal-Naquet (1993), à tout autre propos : « Le mythe ne s'oppose pas au réel comme le faux au vrai, il accompagne le réel ».

la Commission consultative des droits de l'homme en 2000 et 2001, une relative « libération de la parole antisémite », selon l'expression de Nona Mayer et Guy Michelat (2000 : 100). Péril physique ? Le renouveau de l'antisémitisme est incontestable, même si l'ampleur de ce renouveau demeure âprement discutée. Ce n'est pas hasard si une conséquente mise au point récente évacue toute évaluation quantitative du phénomène (Wieviorka, 2005). En tout état de cause, le péril identitaire est plus général. La lutte contre l'antisémitisme était longtemps restée au centre d'un discours extraordinairement consensuel, avec un fort engagement à gauche. Avec la deuxième Intifada, c'est la cause palestinienne qui devient plus que jamais exemplaire et, à l'évidence, les médias d'information, même s'ils n'écrivent pas cela, permettent l'avènement de cette exemplarité dans un monde où elle fait défaut. Au point que cette exemplarité « parasite » la lutte contre l'antisémitisme. Non que l'extrême-gauche devienne antisémite, même s'il serait vain de nier quelques dangereuses accointances et dérapages, ici et là. En outre, le discours de commémoration et de condamnation de la Shoah (considéré en Israël comme une victoire politique importante) se poursuit et culmine avec la tenue d'une « session commémorative » extraordinaire par l'Assemblée générale de l'ONU, le 27 janvier 2005, jour anniversaire de la libération d'Auschwitz. Mais dans les médias, il « cohabite » de façon incertaine avec la couverture de l'Intifada. Le monde juif apparaissant se ranger derrière Israël, et faisant taire la critique, souvent par crainte de s'associer à ce qu'il juge comme inacceptable, se trouve donc pris dans un système d'argumentation par contamination médiatique. Souvent, dans la même semaine, voire sur la même page, vont coexister un rappel de l'exemplarité de la Shoah et le récit ou les images d'une exaction israélienne dans les territoires occupés. Se trouve ainsi activé un *topos* apparu dès les années 50 : comment ce peuple qui a tant souffert peut-il à son tour infliger, etc. On l'a retrouvé dans un article d'Edgar Morin *et al.*, publié dans *Le Monde* le 4 juin 2002<sup>4</sup>, qui fut l'objet d'une vive controverse et d'une procédure judiciaire.

## Fausse transparence et grands récits médiatiques

Cet arrière-plan est indispensable pour comprendre ce qui se joue dans la critique des médias. Les médias sont-ils objectifs ? Encore une fois, dans l'absolu, la question n'a pas de sens. En revanche, ils prétendent à l'objectivité, ils proposent, au moins stylistiquement, un discours qui se

---

<sup>4</sup> Il y écrit notamment : « On a peine à imaginer qu'une nation de fugitifs, issue du peuple le plus longtemps persécuté dans l'histoire de l'humanité, ayant subi les pires humiliations et le pire mépris, soit capable de se transformer en deux générations en "peuple dominateur et sûr de lui" et, à l'exception d'une admirable minorité, en peuple méprisant ayant satisfaction à humilier ».

donne pour compte rendu du monde. Le texte médiatique est « histoire » au sens de d'Émile Benveniste (même s'il s'agit d'histoire immédiate) et non discours. Il est écrit comme un récit à la troisième personne, et les événements s'y déroulent sans référence à une situation de communication qui lie un journal et ses journalistes à des récepteurs. Portée par un commentaire de ce type, par l'effacement du travail de la prise de vue, l'image télévisée est elle aussi à la troisième personne. À peu d'exceptions près, celle du « *New Journalism* » américain, celle du « *journalism of attachment* » britannique (McLaughlin, 2004)<sup>5</sup>, l'immense majorité de ce que le public reçoit se raconte, pour ainsi dire, tout seul. Autre symptôme de cette fausse transparence : les traductions sont la plupart du temps masquées alors que, pourtant, les étrangers parlent dans leur langue et sont souvent traduits. Ce qui, pour partie, explique la violence des réactions quand une partie du public vit la « description factuelle » d'un pays ou d'une figure chers comme une « propagande » ou un « mensonge » délibérés.

La critique doit d'abord s'attaquer à ce style, résultats d'une dense arborescence de choix – choix de la machine, dira-t-on, choix largement inconscients ? Mais choix tout de même, faussement évidents, à chaque pas lourds de conséquences : parler de ça, et pas d'autre chose, et comme cela, car tout le monde en parle, car ça intéresse tout le monde, ou parce que c'est important. « Important », « intéressant », ces deux mots simples renvoient à deux conceptions du journalisme, comme l'a noté Barbara Tuchman (1972). « Intéressant », car le public veut savoir cela (populisme commercial ?), « important », car le public doit savoir cela (paternalisme pédagogique ?). Sur ce seul exemple, on mesure le caractère moral des choix professionnels, et le caractère absolument permanent de la prise de partie qu'ils supposent – malgré le déni constant à ce sujet.

Arrêtons-nous sur l'un de ces choix. Comme l'a illustré Ulf Hannerz (2004), l'information internationale est parcourue par plusieurs « archi-récits ». Et ces « archi-récits » sont mouvants. Une des particularités du conflit israélo-palestinien est de se trouver au carrefour de plusieurs récits de ce type qui, au gré des époques, des pays, des affiliations politiques, en voilent – ou en éclairent ? – l'interprétation. Ceci joue sur l'emploi des mots, sous toutes les métaphores explicites ou implicites qui courent, y compris dans la dépêche la plus « factuelle » et la plus « anodine », sur la quantité d'informations consacrée au conflit – on aura reconnu un aspect de la controverse, évoqué plus haut.

---

<sup>5</sup> Pour un équivalent français, à propos d'un autre conflit, voir par exemple Hatzfeld (1994).

Jadis, la guerre froide a fourni, pour quasiment toute la presse américaine et une grande partie de la presse européenne, un tel récit essentiel (dont Israël a bénéficié, aussi à partir du moment où ses liens avec l'Occident ont contrasté avec le soutien que Moscou apportait au monde arabe). Autre récit, qui court depuis 1945 mais n'a cessé de gagner, le discours de « politique morale » du « plus jamais ça », qui s'impose pour interpréter les massacres et les génocides : comment y échapper, comment protéger les peuples des massacres ? Ce « plus jamais ça » a beaucoup gagné à propos de la guerre en Yougoslavie. Ceci contribue à la concurrence des victimes : dire « massacre », c'est affirmer, au moins médiatiquement, une condamnation générale et une promesse de protection<sup>6</sup>. Un autre « archi-récit », effacé pour l'essentiel, est celui de la décolonisation, *lato sensu*. Ce récit-là conditionne l'interprétation de la violence (d'un côté ou de l'autre). Si le sionisme est, en tout ou partie, interprétable comme colonialisme, alors une téléologie et une axiologie gouvernent la couverture du conflit : on va vers la Libération, cette Libération est bonne. Enfin, dernier récit en date, et non des moindres, la « guerre contre le terrorisme », dans les suites du 11-Septembre – qui pèse sur l'emploi du terme déjà tant controversé de « terrorisme ». Inutile d'expliquer au lecteur l'axiologie ou la téléologie qui sont à l'œuvre ici, et qui font rebasculer les uns et les autres du côté des oppresseurs et des opprimés. Cet archi-récit fonctionne plus aux États-Unis qu'en Europe, mais peut affecter le compte rendu (et la perception) des attentats palestiniens.

Guerre froide, décolonisation, « plus jamais ça », guerre contre le terrorisme : notre inventaire ne porte que sur les récits majeurs. On pourra y ajouter, plus à droite, le thème de « l'Occident assiégé », qu'on retrouve dans « la guerre contre le terrorisme », mais nourri de toute la puissance ancienne du racisme occidental (« l'affaire Finkelkraut »<sup>7</sup> en a montré récemment les implications). Autre récit de moindre envergure, mais dont la puissance témoigne de la fin des grandes idéologies, le « processus de paix ». L'attente messianique des « processus de paix » – expression médiatique internationale dont l'archéologie reste à faire –, dans des conflits très divers, affecte profondément, non seulement le récit, mais aussi les comportements des acteurs qui ont appris à mettre en scène ces processus, entretenant ainsi une vaine rhétorique de l'espoir (pour un exemple récent : Bourdon, 2005).

<sup>6</sup> Le rapprochement avec les situations israélienne et palestinienne est évident. Si Israël est vraiment « menacé dans son existence », il faut le protéger. Si les Palestiniens sont menacés de « nettoyage ethnique », il faut les protéger.

<sup>7</sup> Interviewé le 17 novembre 2005 par un journaliste israélien, dans le quotidien *Haaretz*, A. Finkelkraut tient des propos controversés sur les émeutes des banlieues, qualifiées de « pogrom anti-républicain », et de « révolte ethnico-religieuse ». Et précisant que « le projet colonial [qui comportait des aspects négatifs NDA] voulait aussi éduquer, apporter la civilisation aux sauvages ». Le 23 novembre, des extraits sont repris par *Le Monde*, ce qui déclenche une vive controverse et des attaques contre le philosophe.

Le récit israélo-palestinien est littéralement ballotté entre ces cadres cognitifs puissants, mais dont aucun ne s'impose. La tempête critique correspond aussi à l'impossibilité de donner au conflit une intelligibilité stable.

## Crise de l'interprétation, crise des communautés

Cette crise de l'interprétation correspond enfin et peut-être aussi à une crise du cadre national où s'est inscrite l'histoire culturelle et médiatique. David Harvey (1990) a noté le caractère global de l'antisémitisme moderne, où l'on voit, de l'extrême-droite jusqu'au monde arabe, une appropriation transversale de thèmes anciens – antisémitisme racial, *Protocole des Sages de Sion* – et moderne – antisémitisme sous forme d'hostilité politique radicale et obsessionnelle à l'égard d'Israël. Mais il faut aller plus loin, et noter que la circulation globale des idéologies, la déconstruction des publics nationaux qui, de façon croissante, se recomposent en publics diasporiques complexes, communautaires avec des réseaux globaux, mais dans un cadre national – les régionalismes avec leurs solidarités européennes, les femmes, mais aussi comme femmes américaines, les homosexuels, etc. Ceci transforme la production, la lecture et la critique des médias.

Car les interprétations dominantes, les archi-récits, s'appuient sur des formes de consensus, notamment au sein de la communauté identitaire majeure que fut – et n'est peut-être plus, ou dans une moindre mesure, la nation. Demeurés nationaux, les médias d'information générale ne peuvent s'ajuster à ces sous-publics aux appartenances multiples et, surtout, revendiquées comme telles. Ajoutons que les journalistes de la presse généraliste sont aussi en crise parce que, au-delà même des « archi-récits » formateurs de leur écriture, ils sont eux aussi pris dans la crise de la nation, et que leurs appartenances posent des problèmes que la production de l'information voile, eux aussi (Bourdon, 2003). Les journalistes ont longtemps fonctionné dans des cultures qui correspondaient à des variantes nationales du discours de professionnalisme, de « l'objectivité ». La crise du cadre national affecte ces journalistes, qui de « journaliste français » se retrouve soudain journaliste et juif – et aussi israélien, souvent –, ou palestinien mais journaliste... Mais ces tensions ne sont pas publiques.

## Pour la restitution de l'opacité

Peut-être ma critique des médias apparaîtra-t-elle aussi prétentieuse que la posture que chez eux je dénonce, et de surcroît, sans aucune portée pratique. Et pourtant : j'avoue le plaisir que j'ai à lire des textes de nature diverse (livres de souvenirs, tables-rondes, interviews en *off*), mais hors de l'information « brute » qui révèle au moins en partie le doute,

l'incertitude, et les engagements (ou les désengagements) des journalistes dans certains des archi-récits cités plus haut, et en même temps dans d'autres plus personnels. Chez ce journaliste danois : « Au fond mon père était aux Nations Unies, et en m'intéressant à ce conflit je suis une sorte d'envoyé des Nations Unies, c'est vrai que nous sommes obsédés par la paix, qu'en écrivant sur le conflit on cherche à encourager la paix » (où l'on reconnaîtra une culture « scandinave », et tout cas pas non américaine). Chez un journaliste juif américain, Thomas Friedman, aujourd'hui l'un des éditorialistes les plus connus aux États-Unis, à propos de l'interview d'un militaire israélien après les massacres de Sabra et Chatilah : « Je dois admettre que je n'étais pas professionnellement détaché lors de cet interview. Je frappais du poing sur la table [...] : "Comment avez vous pu faire cela ? Comment avez-vous ne pas voir [...] ?" Mais en fait je disais, d'une façon très égoïste : "Comment avez-vous pu faire ça à moi, bande de salauds ? J'ai toujours pensé que vous étiez différents, que nous étions différents » (Friedmann, 1998 : 166). Chez ce journaliste français, Patrice Claude, souvent critiqué pour son propalestinisme : « C'est vrai que ce conflit m'a ému comme aucun autre, m'a pris aux tripes, je ne comprends toujours pas pourquoi ». Chez ce journaliste britannique, Jonathan Freedland, la constatation qu'il écrit différemment dans la presse du monde juif à laquelle il appartient, et dans le *Guardian*, journal libéral, passé du sionisme à la critique de l'occupation israélienne : il s'y sent soucieux de l'impact que veut avoir la critique d'Israël sur des communautés de lecteurs différentes (Baram, 2004 : 229).

Mais, pèse ici un interdit professionnel (et commercial) redoutable : l'interdiction de dire « je ne sais pas », « je doute », ou (sauf dans la presse partisane) « j'ai des engagements, ceux de mon époque, de ma génération ». Plus la parole journalistique est publique (notamment dans les émissions de médiation), plus les journalistes s'affirment sûrs d'eux (ce que certains sont, bien sûr, mais moins qu'on ne le croit), sur le mode de l'évidence : on ne fait que notre travail, on fait parfois des erreurs. Mais en écoutant bien la phrase « on ne fait "que" notre travail », il faut comprendre aussi les contraintes extraordinaires qui pèsent sur ce travail, et ce que le texte journalistique recèle de rythme, d'attentes des rédacteurs en chef, elles-mêmes conditionnées par les attentes, réelles ou supposées, des lecteurs.

Bref, il faut prendre au mot les journalistes qui disent vouloir exercer leur travail dans la « modestie », comme tel ancien correspondant de Jérusalem (Bolstanski, 2003). Mais les médias ne sont jamais modestes, ou à l'issue d'une excuse reléguée en petite police au fin fond du journal (et une telle procédure est absente de la télévision). Un des symptômes les plus clairs concernent les erreurs : si on s'en excuse (rarement), on ne nous livre jamais la genèse de l'erreur, qui a emmené tel journaliste à écrire une « bêtise », à « dérapé » (le lexique professionnel lui-même est indulgent). Bien sûr, des

médias qui s'excusent et doutent un peu plus en public – et c'est déjà une illusion – ne permettront pas l'accord, mais ils donneront une vision moins faussement transparente du monde, moins faussement idéale du travail médiatique. L'objection la plus lourde n'est pas là : si les publics lisent encore des médias pour obtenir un résultat sûr, qu'il s'agisse de connaître ou de se reconnaître, il n'est pas sûr que l'exposé de ces incertitudes soit accepté.

Il est un autre argument en faveur de la mise à jour des doutes et des nœuds d'appartenance : c'est paradoxalement le meilleur moyen de restaurer une forme d'universalisme. Le débat sur l'universalisme est ancien. Il traverse aujourd'hui principalement le champ juridique, notamment autour de la formation de la Cour pénale internationale. Mais la prétention à l'universalisme n'est pas universelle, elle est très européenne, contestée par les États-Unis qui penchent pour l'unilatéralisme et par le Sud qui craint l'impérialisme voilé. Ce débat n'a pas sa contrepartie médiatique, ou plutôt, de façon voilée. Les médias ne s'interpellent pas sur les écarts de couverture d'un problème donné entre continents et pays – voire, au sein du même média, entre époques –, ou trop rarement. Leur pseudo-universalisme empêche, là aussi, un débat crucial, qui devrait commencer par révéler les engagements. Un universel médiatique est-il possible ? À tout le moins, commençons par éliminer l'apparence fautive de l'universel.

L'universalisme abstrait oublie que le journaliste, mais aussi son critique, écrivent dans un pays, qu'ils atteignent certains publics, et pas d'autres. Et que leurs discours sont appropriés, produisent des émotions, consolident des engagements et, de façon croissante, insistent-y, contribuent au repérage d'identités fragiles, souvent en conflit – au sein du même individu, et entre individus. Un reportage télévisé sur l'Intifada est peut-être un moment où le monde se dévoile, très partiellement. Il est aussi une adresse à des citoyens français très divers – Arabo-musulmans tentés de se solidariser avec la cause palestinienne, et parfois d'identifier un ennemi israélien avec un ennemi juif, en miroir, Juifs mal à l'aise devant ce qu'ils perçoivent comme une contribution à la mise en procès permanent d'un pays-refuge facilement idéalisé. Ce reportage est lui-même produit par un journalisme, et par une machine médiatique, qui cherchent à capter des intérêts et des audiences, à exprimer une certaine vision de la justice. Sur place, les journalistes à l'origine de la couverture sont très souvent juifs ou palestiniens et, eux aussi, sont partie prenante, de façon variable. En fait, beaucoup de ceux qu'on appelle des correspondants étrangers sont des correspondants de médias étrangers, porteurs d'une double nationalité, en particulier israéliens et... français, britannique, argentin, etc. Par ailleurs, les assistants locaux (« *fixers* » ou « *producers* » dans le jargon journalistique) et les photographes sont, dans les territoires, quasiment tous palestiniens. Bref, tous « coupables », si l'on peut dire. Tous impliqués. Tous membres d'une tribu ou plusieurs.

La négation de ces appartenances est la pire erreur: « Pour trouver la société humaine, il faut passer par la société nationale », écrivait Albert Camus (1958 : 32), proposant la voie d'un universalisme concret, et critiquant l'idéal d'un détachement radical voulant sauver l'Humanité au nom de principes qui oublient l'humanité. L'injonction, il est vrai, est encore plus difficile à respecter au moment où la société nationale s'effrite. Mais la solution n'est pas dans la négation radicale et dans la poursuite de « l'objectivité ». Ou, soyons plus modestes, en préalable à la question de l'objectivité, il faut comprendre qu'au nom d'appartenances, les médias demandent une justice, une issue à un problème (et souvent de façon bien confuse), et les publics demandent eux aussi justice, et justice pour eux-mêmes autant et plus que pour les parties au conflit. Soyons au clair avec nous-mêmes avant d'entrer dans une mêlée souvent vaine.

## Conclusion

Il resterait à l'auteur à se soumettre au traitement qu'il propose à autrui. Dans ce texte, j'ai dit « je » à plusieurs reprises, mais sans trancher dans le vif la question des appartenances. Le lecteur averti de la controverse l'aura compris, je voudrais tenir ensemble ici la critique d'Israël, l'engagement même modeste contre l'occupation dont, depuis Israël et depuis la France, je crois les conséquences suffisamment dommageables pour s'en préoccuper; la critique des Palestiniens dont la souffrance est trop souvent exaltée, sinon par les médias, du moins par leurs soutiens, d'une façon qui fait miroir au soutien radical à Israël avec au fond la même stérilité, et la critique des médias qui modèle nos appréhensions du monde en faisant comme s'il n'en était rien. Mais je le rappelle, même si j'ai écrit en français, que j'écris depuis Israël, dans un certain milieu politique – et cet article est aussi le produit d'une histoire, histoire dont chacun je crois doit comprendre les richesses tout en essayant de se libérer: Pour citer, à nouveau, Albert Camus, « il faut une patrie, mais il faut des voyages » (in :Walzer, 1996 : 159).

## Références

- Baram D., 2004, *Disenchantment. The Guardian and Israel*, London, Guardian Publications.
- Blanchard P., 2003, « Les grands médias français face au conflit israélo-palestinien depuis le début de la seconde intifada », *Annuaire français des relations internationales*, vol. 4, pp. 865-885.
- Boltanski Chr., 2003, « Exercer un journalisme de modestie », pp. 139-143, in : *Les entretiens de l'information*, École supérieure de journalisme de Lille/Université Laval, Québec.
- Bourdon J., 1994, *Haute-Fidélité. Pouvoir et télévision 1935-1994*, Paris, Éd. Le Seuil.

- 2003, « Postface : des journalistes traversés par leurs publics », pp. 136-139, in : *Les entretiens de l'information*, École supérieure de journalisme de Lille/Université Laval, Québec.
- 2005, « Au Proche-Orient, les espoirs sont surtout médiatiques », *Le Monde*, 15 janv.
- Camus A., 1958, *Actuelles III : Chronique algérienne 1939-1958*, Paris, Gallimard.
- Coulon L., 2003, *L'opinion française, Israël et le conflit israélo-arabe : premiers éléments d'analyse (1947-1987)*, thèse de doctorat d'histoire, université Paris 1.
- Erlinger S., 2005, *La représentation du conflit israélo-arabe dans les éditoriaux du Monde de 1987 à 2005*, master d'histoire contemporaine, Aix-en-Provence 1.
- Ferreira Maia K. B., 2003, *Approche comparative de la fonction de médiateur de presse dans les quotidiens brésilien Fohla de Sao Paulo et français Le Monde*, thèse en sciences de l'information et de la communication, université de Metz.
- 2004, « Le fragile compromis des principes de justification de la médiation de presse », *Questions de communication*, 6, pp. 203-216.
- Finkelkraut A., 1983, *La réprobation d'Israël*, Paris, Denoël-Gonthier.
- Friedman T., 1989, *From Beyrut to Jerusalem, One Man's Middle Eastern Odyssey*, New York, Harper and Collins, 1998.
- Galtung J., Ruge M. H., 1970, « The Structure of Foreign News », pp. 259-300, in : Tunstall J., dir., *Media Sociology*, London, Constable.
- Goulet V., 2004, « Le médiateur de la rédaction de France 2. L'institutionnalisation d'un public idéal », *Questions de communication*, 5, pp. 281-299.
- Hannerz U., 2004, *Foreign News : Exploring the World of Foreign Correspondents*, Chicago, University of Chicago Press.
- Harvey D., 1990, *The Condition of Post-Modernity. An enquiry into the origins of cultural change*, Cambridge, Blackwell.
- Hatzfeld J., 1994, *L'air de la guerre*, Paris, Éd. L'Olivier.
- Hess S., 1996, *International News and Foreign Correspondents*, Washington, Brookings Institution.
- Kassir S., 1983, « La guerre du Liban et les médias français », *Revue d'études palestiniennes*, 8, pp. 19-38.
- Koren R., 1996, *Les enjeux éthiques de l'écriture de presse et la mise en mots du terrorisme*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Lapierre J.-W., 1968, *L'information sur l'État d'Israël dans les grands quotidiens français*, Paris, Éd. La Documentation française.
- Lederman J., *Battle Lines : The American Media and the Intifada*, New York, Holt.
- MacLaughlin G., 2004, *The War Correspondent*, Londres, Pluto Press.
- Poliakov L., 1983, *De Moscou à Beyrouth, Essai sur la désinformation*, Paris, Calmann-Lévy.

- Philo G., Berry M., 2004, *Bad News from Israel*, London, Pluto Press, extraits et résumés disponibles sur <http://www.gla.ac.uk/departments/sociology/units/media/israel.htm>, consulté en déc. 2005.
- Serfaty L., 1996, *Le « massacre de l'Esplanade des Mosquées ». Autopsie d'un événement majeur de l'Intifada*, mémoire de DEA en Histoire contemporaine, université Paris 10-Nanterre.
- Tuchman G., 1972, « Objectivity as Strategic Ritual : an Examination of Newsmen's Notions of Objectivity », *American Journal of Sociology*, 77, pp. 660-670.
- Van Teeefe T., 2003, « Israelis better at manipulating media », <http://english.aljazeera.net/NR/exeres/0944B35C-4811-4F44-88EF-F96684DF85F7.htm>, consulté en sept. 2005.
- Walzer M., 1988, *The Company of Critics, Social Criticism and Political Commitment in the Twentieth Century*, New York, Basic Books.
- Wieviorka M., 2005, dir., *La tentation antisémite. Haine des juifs dans la France d'aujourd'hui*, Paris, R. Laffont.